

28 novembre 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Blaise Compaore, Président de la République du Burkina Faso, Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU et Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'OUA, sur la réunion des protagonistes du conflit de la région des Grands Lacs en marge du sommet franco-africain, Paris le 28 novembre 1998.

Mesdames, Messieurs,

Nous terminons avec un peu de retard une Conférence qui a été, à tous égards, riche de par le nombre des participants, riche par la présence du Secrétaire général des Nations Unies, qui est sur tous les fronts où le développement ou la paix peuvent progresser, et riche aussi par la qualité des échanges que nous avons eus.

Chacun sait que l'Afrique doit faire face à bien des problèmes, des problèmes difficiles qui, d'ailleurs, souvent, masquent les progrès sensibles qui sont enregistrés.

Nous avons inscrit cette Conférence dans le droit fil de la Conférence de Ouagadougou, qui avait été un succès grâce au Président Blaise Compaore, qui était ici en sa qualité également de Président en exercice de l'OUA et il a, bien entendu, eu un rôle très actif dans tout le déroulement de cette Conférence, aussi bien à l'intérieur de la salle que dans les couloirs où nous savons bien qu'il s'y passe des choses importantes -je ne dirais pas plus importantes, mais importantes-.

J'aurais voulu saluer M. Salim Ahmed SALIM, le Secrétaire général de l'OUA, mais on l'a perdu. Et on va le retrouver.

Je voudrais, simplement, non pas entrer dans le détail de ce que nous avons fait, parce que vous le savez et vous avez été tenus informés de tout ce que nous avons évoqué dans le domaine de la prévention et du règlement des crises et de la sécurité, mais je voudrais dire qu'en marge, ce matin, de notre réunion et après le débat qui a eu lieu hier en séance plénière -et auxquels ont participé tous les protagonistes de la situation dans la région des Grands Lacs- une réunion importante s'est tenue et a duré pratiquement toute la matinée, autour du Secrétaire général de l'ONU et du Président en exercice de l'OUA, avec les représentants de toutes les parties concernées par le conflit dans la région des Grands Lacs et, notamment, en République démocratique du Congo. Il y avait là les chefs d'Etat, de Gouvernement ou de délégation du Burkina Faso, de l'Angola, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la Namibie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe, plus le Secrétaire général de l'OUA et toutes ces personnalités autour du Secrétaire général de l'ONU.

Pour reprendre les termes du Secrétaire général, la réunion a été positive, dans une ambiance tendue mais pas hostile. Le Secrétaire général a obtenu un accord sur, d'une part, la réaffirmation de l'engagement de mettre un terme à cette guerre absurde et si douloureuse pour

l'adoption de l'engagement de mettre un terme à cette guerre basée sur des atrocités contre les populations, et d'autre part un accord sur la mise en œuvre d'un accord de cessez-le-feu -un document existe déjà-.

La signature définitive devrait être rapidement acquise et l'engagement qui a été pris est que cette signature ait lieu avant la réunion de l'OUA, qui se tiendra à Ouagadougou le 17 et 18 décembre prochain. Donc, l'ambition est que la signature du cessez-le-feu intervienne avant la réunion de l'OUA à Ouagadougou le 17 et 18 décembre prochain.

Ceci a été rendu possible par, je dirais, un mouvement qui a été réalisé par chacun des protagonistes. L'Ouganda et le Rwanda ayant fait clairement part de leur volonté de sécurité à leurs frontières et exigent des certitudes, des engagements en ce qui concerne la sécurité. Les quatre pays qui ont été invités à le soutenir par la République démocratique du Congo ont fait valoir qu'ils étaient naturellement tout prêts, dans la mesure où l'Ouganda et le Rwanda se retireraient du Congo, à en tirer eux-mêmes les conclusions.

Et enfin, le Président de la République démocratique du Congo a pris des engagements en termes de démocratisation et d'ouverture du dialogue.

Ainsi, chacun, si j'ose dire, a bougé, permettant au points de vue de se rapprocher. Et nous ne pouvons maintenant que soutenir les efforts que le Secrétaire général de l'ONU et l'OUA vont poursuivre pour arriver à mettre un terme à cette situation aussi absurde que meurtrière.

Je ne suis pas pessimiste d'abord parce que, vous le savez, je ne le suis pas en général pour tout ce qui touche l'Afrique, et puis je le suis encore moins depuis que j'ai lu le dernier ouvrage, Monsieur le Secrétaire général, du Président de l'OUA, qui s'appelle : "les voix de l'espérance". Un très joli ouvrage qui a beaucoup de mérites, notamment celui de n'avoir que soixante-dix pages ! Et, dans cet ouvrage plein d'espoir et d'espérance, il cite un proverbe africain qui dit : "même au plus sombre de la nuit, l'aube est à portée de main". Encore faut-il, naturellement, tendre la main et c'est ce que nous avons essayé de faire au cours de cette conférence.

QUESTION ¿ Concernant la situation dans la région des Grands lacs, vous avez dit que vous étiez optimistes et vous avez fait référence à la conférence de Ouagadougou. L'on sait que si la paix est revenue, aujourd'hui, en République Centrafricaine c'est grâce à l'initiative que vous aviez prise à Ouagadougou. Concrètement, qu'est-ce que vous comptez faire pour faire signer ce document de cessez-le-feu par les protagonistes de cette crise ?

LE PRESIDENT ¿ Les protagonistes s'y sont engagés devant le Secrétaire Général et devant le Président de l'OUA ce matin. J'aurais moi-même l'occasion de les rencontrer d'ailleurs cet après-midi et je pense qu'il n'y a pas lieu de mettre en doute leur parole.

QUESTION ¿ Est-ce qu'il y aura une force africaine d'interposition ou une force onusienne ?

LE PRESIDENT ¿ Nous n'en sommes pas encore là.

QUESTION ¿ L'Europe condamne le Togo et la France, par ce sommet, en fait un rapporteur privilégié. Est-ce à penser qu'il existe une sorte de contradiction entre la politique africaine de la France et celle de l'Europe ? Une deuxième question, à l'heure où on parle de paix et de prévention des crises, de sécurité, de bonne gouvernance et de démocratie en Afrique, que pensez-vous de l'extradition du Général Pinochet alors que l'on sait qu'il y a autour de ce sommet une petite douzaine de "Pinochet" en puissance ?

LE PRESIDENT ¿ Sur ce deuxième point, je vous dirai que nous nous sommes occupés de l'Afrique et non pas de l'Amérique latine, que, deuxièmement, il s'agit d'un problème de justice qui n'appelle pas de ma part de commentaire. En revanche, l'Europe n'a pas condamné le Togo. La commission européenne se propose de soumettre au Comité gouvernemental une proposition tendant à prolonger les sanctions sur le Togo qui existent, je crois, depuis 1993. Voilà. Cela ne présage pas du tout la position que prendra l'Europe. La France, dans cette affaire, soutiendra le Togo.

QUESTION ¿ Au sujet des grands lacs, on nous a dit que la vedette de ce sommet était Laurent Désiré Kabila, mais tout en insistant sur le fait que c'était un personnage peu recommandable. Je constate que tous les reportages qui ont eu lieu sur la situation au Zaïre ont bien insisté sur le fait que les massacres qui ont eu lieu pendant l'invasion du Zaïre l'an dernier étaient commis par l'armée rwandaise. Comment cela se fait-il ? On diabolise, pour ainsi dire, Monsieur Kabila et non

pas le Président du Rwanda qui est ici.

LE PRESIDENT ¿ Moi je ne diabolise personne, pour une raison simple, c'est que ce qui me concerne et ce qui m'intéresse c'est le retour à la paix. Chacun sait que la France n'est pour rien dans l'accession à la primature du Président Kabila mais qu'en revanche elle est extrêmement soucieuse de la situation des populations qui souffrent plaies et martyres dans cette région, et qu'elle fait tout ce qu'elle peut pour soutenir les efforts, à la fois de l'OUA et du Secrétaire général des Nations Unies, pour mettre un terme à cette situation.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, on a constaté que ce XXème sommet a regroupé l'ensemble des pays africains, et si l'on ose dire par là lusophones, anglophones et francophones, alors que d'habitude c'étaient seulement les francophones. Qu'est-ce qui a motivé cette ouverture et est-ce que vous n'êtes pas en train de concurrencer l'OUA parce que quand l'OUA fait son sommet il n'y a pas 34 chefs d'Etat présents, alors¿ ?

LE PRESIDENT ¿ Nous n'avons l'intention de concurrencer personne. En revanche, nous nous réjouissons d'avoir pu inviter et rassembler la quasi- totalité des pays africains pour un débat sur la sécurité mais je ne doute pas que, sous l'impulsion du Président Compaore, l'OUA aura à c¿ur de faire encore mieux.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, vous avez parlé des mécanismes de prévention de conflits en Afrique. L'une des causes de ces conflits ne serait-elle pas l'absence de démocratie véritable ? Lorsque vous avez dit, tantôt, que vous soutiendrez le Togo face à la résolution de la Commission européenne, est-ce à dire que vous êtes d'accord avec ce qui s'est passé au Togo lors des dernières élections présidentielles ?

LE PRESIDENT ¿ Cher Monsieur, l'absence de démocratie -l'Europe en a bien souvent fait la preuve- est incontestablement un élément porteur de désordre, et porteur de violence, à la limite, c'est vrai. Mais j'observe également que la démocratie progresse en Afrique. Tout n'est pas encore parfait naturellement, mais où les choses sont-elle parfaites, dans quel continent ? Où y a-t-il une ère géographique où l'on n'ait rien à reprocher à personne ? Il n'y en a pas. Par conséquent, je fais confiance aux différents régimes africains pour progresser, à leur rythme parfois, et compte tenu des difficultés auxquelles ils sont confrontés, sur la voie à la fois de la démocratie et de la bonne gouvernance. Et pour terminer, je dirais, qu'il doit y avoir tout de même quelque chose de vrai dans ce que je prétends, puisque depuis maintenant dix ans, l'Afrique a un taux de croissance globale, naturellement hélas il y a des différences entre ses différentes parties, de l'ordre de 5 % par an, c'est-à-dire un taux élevé pour le monde d'aujourd'hui, et supérieur à son taux de croissance démographique. Or vous le savez, il n'y a pas de développement sans bonne gouvernance et il n'y a pas de bonne gouvernance sans démocratie.

Je vous remercie\